

**Convention collective d'arrondissement**

**IDCC : 1387. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES  
(Flandres-Douais)  
(20 mai 1986)**

(Etendue par arrêté du 31 décembre 1986,  
*Journal officiel* du 13 janvier 1987)

**ACCORD DU 18 JUIN 2013  
RELATIF AUX SALAIRES (TEGA, RMH)  
ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2013**

NOR : ASET1350923M  
IDCC : 1387

**PRÉAMBULE**

Les organisations patronales et syndicales représentatives dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres déclarent attacher une grande importance à ce que le barème des TEGA qui est la référence pour l'accueil des nouveaux embauchés et une garantie pour les salariés en fonction, dans le respect de la hiérarchie des emplois, reste d'un niveau compatible avec la nécessité de préserver à la fois l'attractivité des métiers de la métallurgie et la compétitivité des entreprises industrielles.

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations professionnelles et rappellent que le présent accord conclu, notamment, sur les rémunérations minimales garanties (TEGA), obéit à une logique propre, et ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs telle qu'elle est définie dans les entreprises.

En conséquence, il est convenu entre elles ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Taux effectifs garantis annuels*

**1.1. Garanties 2013**

Les barèmes des taux effectifs garantis annuels (TEGA) valables pour l'ensemble de l'année civile à partir de l'année 2013 fixent, pour chaque niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, la rémunération annuelle brute au-dessous de laquelle aucun mensuel ne peut être rémunéré pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures (annexe I).

Ces rémunérations tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Elles doivent être adaptées à l'horaire réellement pratiqué par l'entreprise (ou, s'il est différent, par le salarié) au cours de l'année en tenant compte des coefficients correcteurs correspondants.

Les coefficients correcteurs figurant dans l'annexe III au présent accord sont donnés à titre indicatif. Ils correspondent aux taux légaux de majoration des heures supplémentaires applicables au jour de la signature du présent accord.

### 1.2. Bénéficiaires de la garantie

Bénéficient de la garantie instituée à l'article 1.1 du présent accord tous les mensuels, à l'exception des titulaires d'un contrat de travail régi par des dispositions spécifiques en matière de rémunération.

En outre, les barèmes mentionnés aux articles 1.1 et 2 du présent accord doivent être adaptés aux situations propres à certaines catégories de travailleurs pour lesquels la réglementation institue des abattements de rémunération (jeunes de moins de 18 ans...).

### 1.3. Modalités de vérification

Pour vérifier si un mensuel a bénéficié sur l'ensemble de l'année 2013 d'une rémunération brute au moins égale, pour l'horaire considéré, aux garanties constituées par le présent accord, il sera tenu compte des éléments définis par l'article 9.2.1 *bis* de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres, ainsi que des indemnités représentant tout ou partie des compensations salariales de la réduction d'horaire que les entreprises ont, le cas échéant, instituées notamment au titre de la réduction du temps de travail, et ce même si cette indemnité figure à part sur le bulletin de paie.

### 1.4. Durée de validité de la garantie

La garantie instituée par l'article 1.1 du présent accord est valable pour une année complète.

Il s'ensuit que cette garantie doit être adaptée *pro rata temporis* lorsqu'intervient un changement de classification ainsi qu'en cas d'entrée ou de départ en cours d'année.

### 1.5. Adaptation de la garantie

Les périodes pendant lesquelles l'entreprise ne supporte pas elle-même l'intégralité de la rémunération, par exemple en cas de maladie, d'accident ou d'absence quelconque non indemnisée, ne sont pas prises en compte. Le taux effectif garanti annuel est alors adapté en proportion des périodes effectivement travaillées.

### 1.6. Régularisation

Dans le cas où la comparaison entre les sommes effectivement versées au titre de l'année et la garantie instituée par l'accord laisserait apparaître qu'un mensuel n'a pas été rempli de ses droits, celui-ci recevra, à l'échéance de la paie la plus proche, le complément de rémunération brute correspondant.

## Article 2

### *Rémunérations minimales hiérarchiques*

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté est revalorisé au 1<sup>er</sup> juillet 2013.

La valeur du point RMH est fixée à cette date à 4 €.

Les parties précisent que cette revalorisation s'applique pour la première fois à la prime d'ancienneté versée au titre du mois de juillet 2013.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH figurant en annexe II au présent accord s'appliquent pour la durée légale du travail. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Les montants figurant dans le barème des RMH sont arrondis à l'euro supérieur dès lors que le nombre de centimes après la virgule est égal ou supérieur à 50, à l'euro inférieur dans le cas contraire.

Ces montants sont donnés à titre indicatif. En effet, les valeurs de primes d'ancienneté sont calculées par le produit de la valeur du point par le coefficient et le taux d'ancienneté applicable sans arrondi pour éviter le cumul d'arrondis. Les valeurs qui en découlent sont arrondies au centime supérieur si le 3<sup>e</sup> chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, au centime inférieur dans le cas contraire.

Les valeurs de primes d'ancienneté qui résultent de ce calcul figurent en annexe IV pour les administratifs, techniciens et maîtrise hors atelier, en annexe V pour les travailleurs manuels et en annexe VI pour la maîtrise d'atelier.

Ces valeurs de primes d'ancienneté doivent être adaptées à l'horaire pratiqué par l'entreprise ou, s'il est différent, par le salarié, en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

### **Article 3**

#### *Allocation complémentaire de vacances*

Le montant de l'allocation complémentaire de vacances défini aux articles 11.1.14 à 11.1.18 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres est porté à 447 € bruts pour la période allant du 1<sup>er</sup> mai 2013 au 30 avril 2014 (annexe VII).

### **Article 4**

#### *Indemnité de panier de nuit*

Le montant de l'indemnité du panier de nuit visée par l'article 7.1.8 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres est porté à 6 € par repas au 1<sup>er</sup> juillet 2013 (annexe VII).

### **Article 5**

#### *Durée de validité*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

### **Article 6**

#### *Extension*

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent en conséquence, à l'initiative de la délégation patronale, à en demander l'extension.

### **Article 7**

#### *Formalités*

Le présent accord fera l'objet des dépôts conformément à la réglementation.

Fait à Faches, le 18 juin 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

UDIMETAL ;  
UIMM Lille-Flandre intérieure ;  
UIMM Artois-Douaisis.

#### **Syndicats de salariés :**

CFTC métallurgie ;  
USM FO ;  
CFE-CGC métallurgie ;  
CFDT métaux.

## ANNEXE I

### Barème des taux effectifs garantis annuels 2013

(Base 35 heures)

#### 1. Mensuels âgés de 18 ans accomplis

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	INDICE	ADMINISTRATIFS, techniciens, maîtrise hors atelier	TRAVAILLEURS manuels	MAÎTRISE d'atelier
V	3	395	29 800		31 110
	3	365	27 500		28 700 AM7
	2	335	25 300		26 280 AM6
	1	305	23 100		23 830 AM5
IV	3	285	21 700 TA4		22 350 AM4
	2	270	20 615 TA3		
	1	255	19 500 TA2		19 933 AM3
III	3	240	19 175 TA1		19 320 AM2
	2	225	18 635		
	1	215	18 528 P3		18 667 AM1
II	3	190	18 115 P2		
	2	180	18 004		
	1	170	17 860 P1		
I	3	155	17 190 O3		
	2	145	17 180 O2		
	1	140	17 170 O1		

En toute hypothèse, le mensuel ne peut percevoir une rémunération inférieure au Smic correspondant à l'horaire pratiqué.

Pour vérifier si la rémunération annuelle est au moins égale au TEGA, il convient de tenir compte des éléments définis à l'article 9.2.1 *bis* de la convention collective.

Ce barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Il doit être adapté en cas d'horaire différent en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

Il inclut toutes les compensations pour réductions d'horaires.

L'évolution des barèmes de TEGA et de RMH obéit à une logique propre et ne peut servir de base ou de référence à l'évolution des salaires réels versés par les entreprises.

## 2. Mensuels âgés de moins de 18 ans

Le taux effectif garanti annuel (TEGA) des mensuels âgés de moins de 18 ans subit un abattement dans les conditions ci-après :

ÂGE	ANCIENNETÉ		
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	Plus de 1 an
16-17 ans	TEGA – 20 % sans être inférieur au Smic – 20 %	TEGA – 20 % sans être inférieur au Smic	Aucun abattement
17-18 ans	TEGA – 10 % sans être inférieur au Smic – 10 %	TEGA – 10 % sans être inférieur au Smic	Aucun abattement

## ANNEXE II

### Rémunérations minimales hiérarchiques 2013 applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2013

(Base 35 heures)

Ce barème sert exclusivement de base de calcul des primes d'ancienneté.

Il inclut toutes les compensations pour réductions d'horaires.

Valeur du point : 4 €.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	INDICE	ADMINISTRATIFS, techniciens, maîtrise hors atelier	TRAVAILLEURS manuels <sup>(1)</sup>		MAÎTRISE d'atelier <sup>(1)</sup>	
V	3	395	1 580			1 691	
		365	1 460			1 562	
	2	335	1 340			1 434	AM6
		305	1 220			1 305	AM5
IV	3	285	1 140	TA4	1 197	1 220	AM4
	2	270	1 080	TA3	1 134		
	1	255	1 020	TA2	1 071	1 091	AM3
III	3	240	960	TA1	1 008	1 027	AM2
	2	225	900				
	1	215	860	P3	903	920	AM1
II	3	190	760	P2	798		
	2	180	720				
	1	170	680	P1	714		
I	3	155	620	O3	651		
	2	145	580	O2	609		
	1	140	560	O1	588		

(1) Ces montants incluent les majorations prévues par l'accord national du 30 janvier 1980 (5 % travailleurs manuels et 7 % maîtrise d'atelier).

Ces valeurs de primes d'ancienneté doivent être adaptées à l'horaire pratiqué par l'entreprise, ou, s'il est différent, par le salarié, en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

#### Mode de calcul de la prime d'ancienneté

La prime d'ancienneté est égale au coefficient × valeur du point × taux de la catégorie (voir ligne ci-dessous) × % d'ancienneté :

- administratifs, techniciens, maîtrise hors atelier : 1 ;
- travailleurs manuels : 1,05 ;
- maîtrise d'atelier : 1,07.

Les valeurs qui en découlent sont arrondies au centime supérieur si le 3<sup>e</sup> chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, au centime inférieur dans le cas contraire.

## ANNEXE III

### **Coefficients correcteurs applicables dans les cas où l'horaire constant est différent de 35 heures**

#### *Entreprises de toutes tailles*

Dans le cas où l'horaire est différent de 35 heures, il y a lieu d'appliquer aux valeurs du barème des taux effectifs garantis annuels et aux valeurs des primes d'ancienneté calculées à partir du barème des rémunérations minimales hiérarchiques, le coefficient correcteur correspondant à l'horaire pratiqué.

Attention :

- le coefficient correcteur tient compte d'une majoration payée en espèces. Il n'est pas applicable dans le cas d'une majoration en temps de repos ;
- le coefficient correcteur est calculé à partir de la majoration légale de 25 % pour les heures accomplies entre 35 et 43 heures et 50 % au-delà.

*(En heures.)*

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées <sup>(1)</sup>	COEFFICIENT correcteur <sup>(2)</sup>
Heures au taux normal	30,00	30,000	0,857143
	30,50	30,500	0,871429
	31,00	31,000	0,885714
	31,50	31,500	0,900000
	32,00	32,000	0,914286
	32,50	32,500	0,928571
	33,00	33,000	0,942857
	33,50	33,500	0,957143
	34,00	34,000	0,971429
	34,50	34,500	0,985714
Durée légale	35,00	35,000	1,000000
Heures majorées à 25 %	35,50	35,625	1,017857
	36,00	36,250	1,035714
	36,50	36,875	1,053571
	37,00	37,500	1,071429
	37,50	38,125	1,089286
	38,00	38,750	1,107143
	38,50	39,375	1,125000
	39,00	40,000	1,142857
	39,50	40,625	1,160714
	40,00	41,250	1,178571
	40,50	41,875	1,196429



	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées <sup>(1)</sup>	COEFFICIENT correcteur <sup>(2)</sup>
	41,00	42,500	1,214286
	41,50	43,125	1,232143
	42,00	43,750	1,250000
	42,50	44,375	1,267857
	43,00	45,000	1,285714
Heures majorées à 50 %	43,50	45,750	1,307143
	44,00	46,500	1,328571
	44,50	47,250	1,350000
	45,00	48,000	1,371429
	45,50	48,750	1,392857
	46,00	49,500	1,414286
	46,50	50,250	1,435714
	47,00	51,000	1,457143
	47,50	51,750	1,478571
	48,00	52,500	1,500000
(1) C'est-à-dire tenant compte des majorations pour heures supplémentaires payées et non prises en repos. (2) Nombre d'heures effectivement payées divisé par 35.			

## ANNEXE IV

**Barème des primes d'ancienneté (base 35 heures) <sup>(1)</sup>**  
**applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2013**

*Administratifs, techniciens, maîtrise hors atelier*

Valeur du point : 4 €.

*(En euros.)*

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINIMUM hiérarchique (arrondi)	ANCIENNETÉ													
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 17 %
V	3	395	1 580	47,40	63,20	79,00	94,80	110,60	126,40	142,20	158,00	173,80	189,60	205,40	221,20	237,00	268,60
	3	365	1 460	43,80	58,40	73,00	87,60	102,20	116,80	131,40	146,00	160,60	175,20	189,80	204,40	219,00	248,20
	2	335	1 340	40,20	53,60	67,00	80,40	93,80	107,20	120,60	134,00	147,40	160,80	174,20	187,60	201,00	227,80
	1	305	1 220	36,60	48,80	61,00	73,20	85,40	97,60	109,80	122,00	134,20	146,40	158,60	170,80	183,00	207,40
IV	3	285	1 140	34,20	45,60	57,00	68,40	79,80	91,20	102,60	114,00	125,40	136,80	148,20	159,60	171,00	193,80
	2	270	1 080	32,40	43,20	54,00	64,80	75,60	86,40	97,20	108,00	118,80	129,60	140,40	151,20	162,00	183,60
	1	255	1 020	30,60	40,80	51,00	61,20	71,40	81,60	91,80	102,00	112,20	122,40	132,60	142,80	153,00	173,40
III	3	240	960	28,80	38,40	48,00	57,60	67,20	76,80	86,40	96,00	105,60	115,20	124,80	134,40	144,00	163,20
	2	225	900	27,00	36,00	45,00	54,00	63,00	72,00	81,00	90,00	99,00	108,00	117,00	126,00	135,00	153,00
	1	215	860	25,80	34,40	43,00	51,60	60,20	68,80	77,40	86,00	94,60	103,20	111,80	120,40	129,00	146,20

(1) En cas d'horaire constant différent, voir annexe III.

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINIMUM hiérarchique (arrondi)	ANCIENNETÉ													
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 17 %
II	3	190	760	22,80	30,40	38,00	45,60	53,20	60,80	68,40	76,00	83,60	91,20	98,80	106,40	114,00	129,20
	2	180	720	21,60	28,80	36,00	43,20	50,40	57,60	64,80	72,00	79,20	86,40	93,60	100,80	108,00	122,40
	1	170	680	20,40	27,20	34,00	40,80	47,60	54,40	61,20	68,00	74,80	81,60	88,40	95,20	102,00	115,60
I	3	155	620	18,60	24,80	31,00	37,20	43,40	49,60	55,80	62,00	68,20	74,40	80,60	86,80	93,00	105,40
	2	145	580	17,40	23,20	29,00	34,80	40,60	46,40	52,20	58,00	63,80	69,60	75,40	81,20	87,00	98,60
	1	140	560	16,80	22,40	28,00	33,60	39,20	44,80	50,40	56,00	61,60	67,20	72,80	78,40	84,00	95,20

## ANNEXE V

**Barème des primes d'ancienneté (base 35 heures) <sup>(1)</sup>  
applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2013**

*Travailleurs manuels*

Valeur du point : 4 €.

*(En euros.)*

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINIMUM hiérarchique	ANCIENNETÉ													
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 17 %
IV	3	285 TA4	1 197	35,91	47,88	59,85	71,82	83,79	95,76	107,73	119,70	131,67	143,64	155,61	167,58	179,55	203,49
	2	270 TA3	1 134	34,02	45,36	56,70	68,04	79,38	90,72	102,06	113,40	124,74	136,08	147,42	158,76	170,10	192,78
	1	255 TA2	1 071	32,13	42,84	53,55	64,26	74,97	85,68	96,39	107,10	117,81	128,52	139,23	149,94	160,65	182,07
III	3	240 TA1	1 008	30,24	40,32	50,40	60,48	70,56	80,64	90,72	100,80	110,88	120,96	131,04	141,12	151,20	171,36
	1	215 P3	903	27,09	36,12	45,15	54,18	63,21	72,24	81,27	90,30	99,33	108,36	117,39	126,42	135,45	153,51
II	3	190 P2	798	23,94	31,92	39,90	47,88	55,86	63,84	71,82	79,80	87,78	95,76	103,74	111,72	119,70	135,66
	1	170 P1	714	21,42	28,56	35,70	42,84	49,98	57,12	64,26	71,40	78,54	85,68	92,82	99,96	107,10	121,38
I	3	155 O3	651	19,53	26,04	32,55	39,06	45,57	52,08	58,59	65,10	71,61	78,12	84,63	91,14	97,65	110,67
	2	145 O2	609	18,27	24,36	30,45	36,54	42,63	48,72	54,81	60,90	66,99	73,08	79,17	85,26	91,35	103,53
	1	140 O1	588	17,64	23,52	29,40	35,28	41,16	47,04	52,92	58,80	64,68	70,56	76,44	82,32	88,20	99,96

(1) En cas d'horaire constant différent, voir annexe III.

## ANNEXE VI

**Barème des primes d'ancienneté (base 35 heures) <sup>(1)</sup>  
applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2013**

*Maîtrise d'atelier*

Valeur du point : 4 €.

*(En euros.)*

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINIMUM hiérarchique	ANCIENNETÉ													
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 17 %
V	3	395 AM7	1 691	50,72	67,62	84,53	101,44	118,34	135,25	152,15	169,06	185,97	202,87	219,78	236,68	253,59	287,40
	3	365 AM7	1 562	46,87	62,49	78,11	93,73	109,35	124,98	140,60	156,22	171,84	187,46	203,09	218,71	234,33	265,57
	2	335 AM6	1 434	43,01	57,35	71,69	86,03	100,37	114,70	129,04	143,38	157,72	172,06	186,39	200,73	215,07	243,75
	1	305 AM5	1 305	39,16	52,22	65,27	78,32	91,38	104,43	117,49	130,54	143,59	156,65	169,70	182,76	195,81	221,92
IV	3	285 AM4	1 220	36,59	48,79	60,99	73,19	85,39	97,58	109,78	121,98	134,18	146,38	158,57	170,77	182,97	207,37
	1	255 AM3	1 091	32,74	43,66	54,57	65,48	76,40	87,31	98,23	109,14	120,05	130,97	141,88	152,80	163,71	185,54
III	3	240 AM2	1 027	30,82	41,09	51,36	61,63	71,90	82,18	92,45	102,72	112,99	123,26	133,54	143,81	154,08	174,62
	1	215 AM1	920	27,61	36,81	46,01	55,21	64,41	73,62	82,82	92,02	101,22	110,42	119,63	128,83	138,03	156,43

(1) En cas d'horaire constant différent, voir annexe III.

## ANNEXE VII

---

### **Indemnités, primes, allocation**

#### 1. Indemnités diverses

Indemnité de panier [travaux de nuit] (art. 7.1.8 de la convention collective du 20 mai 1986) : 6 €<sup>(1)</sup>.

Indemnité de repas [petit déplacement] (accord du 26 février 1976, art. 2.3) : 2.5 × le minimum légal.

#### 2. Primes pour l'obtention d'un diplôme de l'enseignement technologique

Obtention d'un CAP de la profession par un apprenti sous contrat (art. 8.2.4 de la convention collective du 20 mai 1986) : 22,87 €.

Obtention d'un diplôme dans les conditions prévues par l'article 8.4.1 de la convention collective du 20 mai 1986 :

- CAP, BEP, CQP, CQT 1, CFPA 1<sup>er</sup> degré : 76,22 € ;
- CQT 2, CQT 3, BP, BTN, diplôme AFPA niveau IV : 114,34 € ;
- BTS, DUT, diplôme AFPA niveau III : 152,45 €.

#### 3. Allocation complémentaire de vacances (art. 11.1.14 et suivants de la convention collective du 20 mai 1986)

Entre le 1<sup>er</sup> mai 2013 et le 30 avril 2014 : 447 €.

---

(1) A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.